Numérisation CERMTRI

Les jeunes meurent dans la sale guerre d'Algérie

N° 360 — 10 Juin 1955. "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" HEBDOMADAIRE - 20 fr.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION - ADMINISTRATION : 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) — Tél. : CEN. 68-96 Directeur politique: R. Berné C.C.P. Sté de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

ABONNEMENTS : 1 an : 800 fr. ; 6 mois : 400 fr. ; 3 mois : 225 fr. Etranger 1 an : 1.200 fr.

ASSEZ DE MORTS pour Borgeaud, Blachette et Cie

L'action unie de toutes les organisations ouvrières peut seule imposer le

RETRAIT DU CONTINGENT

De Toulon... à Matignon

LORSQU'A l'issue de la séance du Conseil Municipal nouvellement élu, les Toulonnais qui s'étaient massés devant la mairie, acclamèrent le socialiste et son premier adjoint, député du PCF, ils manifestaient leur joie que la mairie échappe au contrôle des conseillers municipaux des partis bourgeois. En effet, le maire socialiste, dans l'ancien Conseil, était l'élu et le prisonnier d'une coalition allant des socialistes aux RPF. La rupture des socialistes avec les élus bourgeois, la dissolution du Conseil Municipal, l'élection d'une majorité socialiste-PCF, ont permis que désormais, la mairie soit entre les mains des organisations ouvrières. C'est là un avantage important pour les travailleurs toulonnais, qui peuvent espérer certaines réalisations municipales sociales, et dans le domaine de l'habitat, et également le soutien actif de leur lutte par la municipalité.

Mais il est évident que les travailleurs de Toulon, ne se font pas d'illusion. Ils savent qu'une municipalité, aussi favorable soit-elle aux travailleurs, ne peut résoudre aucune des questions qui se posent, qu'il s'agisse des salaires, de la sale guerre d'Algérie. Ils savent que, même dans les domaines qui sont les siens les possibilités d'une municipalité sont des plus limitées.

Elles sont limitées par le pouvoir central. C'est à celui-ci qui pensaient les travailleurs toulonnais. Leurs acclamations exprimaient l'espoir que l'unité réalisée pour les élections municipales entre la section du Parti Socialiste et celle du PCF, soit le prélude à la réalisation du Front Unique à l'échelle nationale, entre toutes les organisations ouvrières.

Les élections cantonales ont déjà démontré comien les travailleurs sont sensibles à la réalisation de l'unité entre le Parti Socialiste et le PCF. Les accords réalisés entre Unions départementales FO et CGT contre les zones de salaires expriment également cette volonté.

Mais pourquoi cette unité entre les organisations ouvrières est-elle ardemment désirée par les travailleurs ? Non par goût pour le petit formisme municipaliste, ni même pour que soit élu plus ou moins de députés de la SFIO ou du PCF, mais parce que de cette unité, ils attendent l'organisation de la lutte générale nécessaire pour imposer leurs revendications, et un gouvernement qui les représente.

C'est dire que quiconque veut réellement la réalisation du Front Unique des grandes organisations ouvrières ne doit pas se contenter de proposer le Front Unique sur des problèmes importants mais non décisifs comme la laïcité ; il doit proposer l'unité d'action sur un programme abordant les questions-clés de l'heure y compris la question gouvernementale.

Mais c'est dire également que doivent être mis en avant les moyens de lutte capables de conduire à la victoire : manifestations de masses, grève générale.

Sur de telles propositions, il n'est pas douteux que l'enthousiasme des travailleurs de Toulon deviendrait l'enthousiasme de toute la classe ouvrière française.

Il serait vain d'attendre que dirigeants socialistes ou du PCF fassent ces propositions. Ce sont les initiatives des travailleurs qui pourront leur imposer un tel programme, et de telles méthodes de lutte.

STEPHANE JUST.

LE gouvernement a maintenant reconnu les faits. Reconnu que « les trois départements français d'Algérie » étaient en état de révolte ouverte. Il en a tiré la conclusion que les réformes qui devaient tout arranger et qu'avait promises en don de joyeux avènement le gouverneur général Soustelle, seraient rejetées à des temps meilleurs. Comme l'écrit « L'Information » du 4 juin, résumant la position du gouvernement : « Le problème à résoudre est l'écrasement des bandes rebelles ».

C'EST LA GUERRE TOTALE QUE VEUT LE GOUVERNEMENT

Ecraser des bandes rebelles, comme cela paraît simple. Une simple opération de police ! Une opération de police qui exige déjà environ cent mille hommes. Aux gendarmes, aux CRS arrivés de France, aux troupes qui étaient déjà en place s'ajoutent sans cesse de nouveaux renforts. Aux premiers éléments venus d'Allemagne, va s'ajouter maintenant la 2 Division motorisée. Et l'on annonce que de nouvelles unités de la Légion Etrangère, retour d'Indochine, partiraient pour l'Algérie.

Plus encore, après la mobilisation de la première disponibilité en Algérie, on vient de rappeler cinq demi-contingents, soit près de dix mille hommes.

Une opération de police qui nécessite la mise sur pied de guerre de tout le territoire algérien, qui nécessite le rappel des réservistes ? Non, personne n'y croit plus, c'est de la guerre qu'il s'agit.

Une sale guerre pour préserver les privilèges des gros colons, une sale guerre pour écraser dans le sang un peuple qui réclame son indépendance, son droit à la vie.

L'état-major est déjà constitué. C'est ce fameux « Comité d'Action chargé des affaires d'Afrique du Nord » qui, présidé par Edgar Faure, comprend Bourgès-Maunoury, Pflimlin et Gaston Palewski. Ainsi qu'un trio de traineurs de sabre : Kœnig, Guillaume et Juin, celui qui eut jadis au Maroc ce mot profond : « Partout où il y a un gendarme, il y a la France ».

QUI FERA CETTE GUERRE ?

La réponse est déjà donnée : c'est le contingent. C'est une terrible menace qui pèse sur la jeunesse française, une menace qui devient plus précise en ce mois de juin où la situation s'aggrave pour les colonialistes en Afrique du Nord, en ce mois de juin où le contingent est appelé.

Des jeunes travailleurs qui demain seront encerclés seront-ils partir pour l'Algérie ? Deviendront-ils la chair à canon des colons, du maréchal Juin et de M. Soustelle ? Se feront-ils tuer pour que le peuple algérien soit réduit à l'esclavage ?

Les jeunes travailleurs ne veulent pas d'une nouvelle sale guerre. Ils savent qu'en se battant contre le peuple algérien, c'est aussi contre le mouvement ouvrier français, contre leurs intérêts qu'ils se battraient. Ils ne veulent pas être, il se seront pas les victimes des colonialistes sanguinaires et des criminels à leur service.

LAISSERA-T-ON FAIRE LE GOUVERNEMENT ?

Mais que peuvent les jeunes du contingent, isolés de leur milieu, soumis à l'arbitraire militaire, et solidement encadrés ? Peu de chose, s'ils ne sont pas aidés, si la lutte contre la sale guerre d'Algérie, par le retrait immédiat du contingent d'Afrique du Nord ne devient pas la lutte de toute la classe ouvrière française.

Les conditions d'une telle lutte existent. Personne dans la classe ouvrière ne se trompe sur le véritable caractère de la guerre d'Algérie. Les jeunes veulent lutter pour le retrait

(Suite page 2.)

DEUX FRONTS CONTRE L'IMPÉRIALISME

CGT et Parti Communiste Français ont tenté de leur mieux de présenter le Mouvement National Algérien comme un parti de nationalistes fermés aux problèmes du mouvement ouvrier français et qui tournaient le dos aux tâches de solidarité entre les deux peuples. Nous reproduisons ci-dessous, à titre documentaire, des extraits d'un article paru en éditorial dans le dernier numéro de « La Voix du Peuple » (organe clandestin du MNA), qui prouve tout l'intérêt porté par le mouvement national algérien à la cause et à la lutte du prolétariat français.

Provocation au Cameroun

Tristement célèbre pour avoir organisé des répressions au Gabon et en Guinée, le nouveau Haut-Commissaire Roland Pré s'est acharné sur le peuple camérounais. Le grand réveil émancipateur des populations d'Afrique Noire, auquel participe le Cameroun est devenu un fait d'importance mondiale.

L'impérialisme français dans ce territoire pratique une politique de destruction systématique des bases économiques traditionnelles, vouant au chômage et à la misère des millions de personnes. L'Assemblée Territoriale est le siège de discussions passionnées où les représentants africains s'opposent aux sordides manœuvres des colons et de l'administration qui visent à exproprier légalement les Camerounais des terres qu'ils cultivent.

Que veut le peuple camérounais ? Il veut reconstituer son unité brisée depuis que les brigands impérialistes anglais et français se sont partagés les dépouilles de l'impérialisme allemand, après la première guerre mondiale. Pour cela, il veut rompre le carcan de « l'Union Française », qui n'a abouti qu'à perpétuer le régime colonial sous le masque d'un régime de tutelle des Nations Unies. Le peuple camérounais lutte contre la répression colonialiste, contre le sinistre article 80 qui le frappe de la même façon que le peuple algérien. Il lutte contre l'accaparement, par les spéculateurs européens de ses terres baptisées « sans possesseur ». Il lutte pour l'abolition de la discrimination raciale, pour le droit à la culture, pour le droit à l'exploitation de ses richesses, pour la transformation de son Assemblée Territoriale en assemblée souveraine qui négociera la révision de l'accord de tutelle. Toutes ces revendications, la venue prochaine d'une « mission de visite » des Nations Unies ne pouvait que l'inciter à les formuler plus hautement.

C'est parce qu'il a une connaissance parfaite de la situation qui se développe au Cameroun que Roland Pré a organisé, avec l'appui du député Aujoulat la sanglante provocation du Cameroun.

LE VOYAGE DE BELGRADE

KHROUCHTCHEV a quitté Belgrade, déclaration commune sovieto-yougoslave en poche. Il a visité ensuite Sofia et convoqué à Bucarest ses divers satellites. Là, il était à son aise. Il l'avait été un peu moins en Yougoslavie, quand Tito l'avait promené dans tout le pays derrière son char de triomphateur.

Cette humiliation, toutefois, Khrouchtchev avait eu de bonnes raisons de l'accepter.

« Nous ne voulons pas isoler la Yougoslavie du monde occidental, expliquait la « Pravda » dès le 18 mai, mais contribuer, grâce à la normalisation des rapports avec elle, à la détente internationale ». Dans la nouvelle conjoncture internationale, en effet, et en vue d'un marchandage mondial possible, l'URSS cherche fébrilement de bons « neutres ». Et au besoin, comme en Autriche, en fabrique. Ces neutres constitueront, militairement et plus encore politiquement une zone protectrice autour de l'URSS, la fameuse ceinture. Le neutre yougoslave, en particulier, paralysera d'éventuels retours agressifs de l'impérialisme et pèsera sur la politique de Washington qui ne peut pas se payer le luxe de boycotter la Yougoslavie. Il plaidera auprès de l'Occident la bonne foi des dirigeants soviétiques. Il décernera à l'URSS, comme le dit le correspondant du « Monde » à Belgrade, le « certificat de bonne conduite internationale » qui lui est nécessaire.

Nehru se rend à Moscou... Il est tout prêt à décerner un semblable certificat à Khrouchtchev. Mais lui aurait-il été possible de le faire si Khrouchtchev n'avait auparavant mis en ordre ses affaires avec la Yougoslavie nation amie de l'Inde ? Difficilement. Toute la logique de la situation internationale amenait donc la Yougoslavie à profiter de la détente actuelle, produit de la montée révolutionnaire mondiale. Toute la logique de sa politique extérieure poussait Moscou à faire un geste de réconciliation envers la Yougoslavie. Ce geste coûtera cher aux Partis Communistes du monde; mais ceci est le dernier souci de Khrouchtchev comme jadis de Staline... Le plus grand danger pour Khrouchtchev aurait été que la Yougoslavie représente un pôle de regroupement révolutionnaire dans le monde ; or la politique yougoslave des dernières années, vis-à-vis du mouvement ouvrier mondial l'a pleinement rassuré à ce sujet. La réhabilitation de la Yougoslavie provoquera des remous chez les bureaucrates des démocraties populaires habitués à manger du titiste, comme elle a déjà provoqué des remous chez les bureaucrates trestiens. Mais il n'existe plus de danger de voir le prolétariat tchèque ou allemand-oriental s'emparer du drapeau du titisme pour faire contre la bureaucratie de nouveaux Juin 53. Il n'existe plus de danger pour les militants communistes de l'Occident emboîter le pas à Tito pour chercher la voie du Parti révolutionnaire. Il y a au contraire l'espoir, chez Khrouchtchev, que son spectaculaire mea culpa (ou Beria culpa) viendra étayer la prétension qu'il émet devant les masses soviétiques d'opérer un retour à Lénine. Ce mea culpa n'est-il pas en même temps un merveilleux article d'exportation ? Ne permet-il pas aux Martinet de tout poil de faire des gorges chaudes sur la bureaucratie qui se bonifie en vieillissant ?

C'est pourquoi Khrouchtchev, diplomatiquement vaincu dans la lutte avec la Yougoslavie, savait qu'il pourrait à Belgrade tenter de reprendre l'initiative politique.

Le sens de ses premières déclarations était clair : « Nous sommes deux Partis communistes, deux Partis-frères, n'est-ce pas, cher camarade Tito ? » Arrivé à ce point de la discussion, il n'est pas douteux que Tito a tenté de mettre un terme aux embrassades soviétiques.

« Comment entendez-vous l'internationalisme prolétarien », telle est donc la première question que les bureaucrates de Moscou ont choisi de poser à leur arrivée à Belgrade.

Venant de Khrouchtchev, la question était impudente. Mais, adressée à Tito, elle était néanmoins gênante pour lui. En effet, les communistes yougoslaves de leur appréciation sur l'URSS ? C'est ce que personne ne sait. La disgrâce de Djilas, auteur des thèses sur le capitalisme d'Etat, est évidemment absolument insuffisante pour régler la question. A l'époque du flirt américain, le gouvernement et le Parti yougoslaves se faisaient les avocats des plus mauvais causes impérialistes (Corée, Chine, Europe) et Tito laissait faire Djilas, qui saluait dans le capitalisme américain un régime prétsocialiste (!). Vint le voyage chez les neutres asiatiques... et Tito à son retour expliqua gravement devant l'Assemblée Yougoslave que la Birmanie d'U Nu et l'Inde de Nehru construisaient le socialisme. Il n'y a malheureusement aucune raison de penser que la Ligue des Communistes Yougoslaves retrouvera cette fois-ci son indépendance idéologique. Les phrases dont Khrouchtchev a obtenu l'introduction dans la déclaration commune (« échanges d'expériences socialis-

ROBERT BERNE.

(Suite page 2.)

LA CLASSE OUVRIERE à la recherche de son unité...

Perçant à travers les nombreux éclats de la politique intérieure et extérieure de la France, un mouvement caractérisé commence à secouer le monde ouvrier français.

En effet, gagnant des militants toujours plus nombreux, surtout parmi les masses laborieuses du peuple français, l'idée de L'UNITE D'ACTION s'impose à l'esprit des ouvriers qui veulent combattre efficacement l'impérialisme et retient depuis quelque temps déjà l'attention des chroniqueurs politiques des plus grands journaux français.

La classe ouvrière française, lasse d'être asbjuguée par des gouvernants impérialistes, est consciencieuse qu'il lui faut, pour conquérir son bien-être, prendre ses affaires en main et construire son avenir elle-même...

...Les leaders de la gauche française ont senti se développer dans les rangs de la base cet état d'esprit nouveau. Aussi, craignant d'être dépassés et même balayés par la puissance de l'action populaire, ils lancent, quotidiennement, leurs appels à l'union.

Mais, de même que c'est la base qui a pris l'initiative de ce mouvement, c'est la base, et elle seule, qui peut le mener à bien. L'action des dirigeants de la classe ouvrière ne peut que presser ou freiner la cristallisation des masses. Mais en aucun cas, cette union qui se dessine ne pourra être sabotée, car le réveil du peuple français promet d'être impétueux et magnifique de solidarité...

...Que le peuple de France ne se leurre pas : l'impérialisme, servi par un gouvernement à sa dévotion, lui prépare de douloureux lendemains. Que les Français se tournent vers l'Algérie ; ils y verront le reflet de la France de demain. Ayant constaté que leurs intérêts monstrueux sont actuellement plus menacés par le peuple algérien qu'ils ne le sont par le peuple français, les impérialistes ont massé toutes leurs forces sur le sol algérien, laissant, à leur grand regret, le champ libre aux revendications des masses populaires françaises. Mais la classe ouvrière française ne doit pas s'y tromper. Une telle situation ne peut durer indéfiniment. L'impérialisme peut lever de nouvelles forces répressives et étendre à la France l'application de la loi sur l'état d'urgence. Il peut également prendre de nouvelles mesures législatives antiouvrières grâce à la majorité dont il dispose au Parlement. C'est pourquoi, il est important que les travailleurs français comprennent que L'EFFICACITE DE LEUR MOUVEMENT DEPENDRA DE LEUR RAPIDITE D'EXECUTION. Qu'ils n'attendent pas que la force répression impérialiste s'abatte sur eux.

Le peuple algérien attend avec confiance l'heure de l'entrée en lutte des forces ouvrières de France. Il sait que, le temps des événements actuels, cette heure ne saurait tarder sans réduire, dans d'importantes proportions, les chances de victoire.

Quant à la colonie algérienne, appliquant le grand principe que lui a enseignés le Chef National Messali Hadj, elle sera toujours aux côtés du peuple français dans le combat qu'il prépare pour la liberté.

LA PRESSE et « l'affaire Marty »

Les dirigeants du PCF ont pour habitude de rétorquer à ceux qui les critiquent comme aux communistes qui rompent avec leur politique : « Voyez qui vous applaudit ! La presse bourgeoise vous salue et vous encense. » Point n'est besoin de s'expliquer : qui n'est pas avec moi est avec l'ennemi de classe. De ce point de vue, les commentaires de la presse bourgeoise sur le livre d'André Marty valent la peine d'être relevés.

« Le Monde » a publié deux colonnes d'extraits en les faisant précéder d'un commentaire où il est dit que l'ouvrage « désoriente par sa quadrilatère complaisance à l'égard de soi, qui empêche trop souvent... de s'élever à la discussion doctrinale ». Oui, c'est dans « Le Monde », signé R.B. (Raymond Barrillon) et non dans « L'Humanité » signé Jacques Duclos !

« L'Observateur » de Martinet a bien précisé, en tête des extraits qu'il publie qu'il laisse (sic) à André Marty « l'entière responsabilité de jugements et d'opinions qui ne sauraient évidemment être les nôtres ». Dans son inénarrable lettre à Courtade, le même Martinet apprécie d'ailleurs la justesse de la qualification d' « anarcho-trotskyste » appliquée par Duclos à Marty.

Quant à « France-Soir », il faut reconnaître au journal renfloué par la DGER, de bonnes archives. Ayant à citer quelques déclarations de stalinens notoires sur Tito (version 50), il a, pour les dirigeants du PCF, seulement cité cette phrase laconique : « Tito est un traître » (André Marty) !

Qu'est-ce à dire ? Que Marty était un agent de Béria et qu'on a bien fait de l'exclure ?

Au fond, tous ces honorables journalistes sont des gens sérieux et sensés. Avec Duclos, Thorez et Cie, on peut s'entendre : il y a des précédents (1936, 1945). Mais avec Marty... qui dans son livre critique la politique du PCF justement pendant *les périodes de la pire collaboration des classes*, au moment même où la direction du PCF s'intégrait dans la grande famille française, de Louis Marin à Marcel Gaulin ou de de Gaulle à Thorez, il n'y a vraiment pas grand chose à faire — sauf à donner un coup de main aux gens sensés, à Duclos, Servin et Cie !

On comprend pourquoi le livre d'A. Marty est presque introuvable, pourquoi hier on a fait un boom formidable aux Kravchenko de service et aujourd'hui on fait le silence autour du livre de Marty. Duclos a raison : Dis-moi qui t'approuve et je dirai qui tu es. En l'espèce, c'est Duclos qu'approuvent les journalistes « honnêtes » de la presse bien-pensante.

Jean PERRIN.

LA VERITE SUR LA GREVE DES CHEMINOTS BRITANNIQUES

LES magnats de la presse londonnienne de Fleet Street mènent contre les cheminots en grève une campagne de calomnies unique en son genre. Mentant sans le moindre scrupule, ils tentent de présenter la grève comme une querelle entre les deux syndicats prétendument rivaux, celui des chauffeurs - mécaniciens (ASLEF) et le syndicat général des cheminots (NUR). Ils la prétendent déclenché par le secrétaire de l'ASLEF, M. Batty, par esprit de boutique et ambition personnelle.

Il n'y a là pas un seul mot de vrai. Les chauffeurs et mécaniciens de locomotives ont quitté les machines par exaspération contre leurs payes misérablement basses. La seule chose à leur reprocher serait l'extrême modestie de leurs revendications : une augmentation de 5 shillings 6 pence par semaine (270 francs). Mais même cette augmentation si minime, les tories l'ont froidement rejetée.

Campbell, le secrétaire du syndicat NUR, a recommandé à ses adhérents de ne pas participer à la grève, leurs revendications ayant été « satisfaites » en décembre dernier, et aucun motif d'action « précipitée » ne subsistant donc plus... Mais les adhérents sont d'un autre avis. *Des centaines de syndiqués ont quitté le syndicat NUR pour se joindre à l'ASLEF en grève.* Dans de nombreuses villes, les deux syndicats ont tenu en commun des assemblées générales, où il fut unanimement déclaré que les cheminots étaient prêts à lutter jusqu'au bout, quels que soient les sacrifices exigés pour la victoire finale.

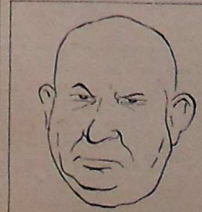
Le prolétariat britannique a depuis longtemps vu clair dans les mensonges grossiers de la presse capitaliste, et l'a prouvé par des actes. De tous côtés affluent, au siège de l'ASLEF, les souscriptions et versements de solidarité pour la caisse de grève. Comme un seul homme, un million de mineurs des Galles du Sud ont décidé de s'opposer à tout transport de charbon par route, afin de renforcer la portée de la grève. Les travailleurs des bus ont convoqué une conférence des conducteurs du syndicat des transports TGWU, conférence qui s'est prononcée pour le soutien complet aux cheminots en grève. Les métallos et ouvriers d'entretien de tous les grands ateliers de réparations refusent de réparer locomotives et wagons. Ce sont là seulement quelques exemples parmi tant d'autres, témoignages de la vague de solidarité prête à balayer les conservateurs. D'Angleterre s'ils s'avisaient d'appliquer pleinement leur « loi d'urgence » pour briser la grève par la force.

Il ne fait aucun doute que les capitalistes britanniques, après leur victoire électorale, soient encore moins disposés aux concessions qu'auparavant. La Bourse atteignant, après la victoire de Sir Antony et de ses *Eton boys*, des niveaux records, ils se sentent à l'apogée de leur pouvoir économique et politique. Les gains en bourse des capitalistes britanniques, en une seule journée, suffiraient à *satisfaire les revendications des cheminots pendant deux ans !*

Pourtant on ne peut maintenir les dividendes à leur haut niveau actuel qu'en maintenant les salaires et

(Suite page 2.)

- CERCLE LENINE -



KHROUCHTCHEV.

Vendredi 10 Juin 1955, à 20 h. 30.
A LA MUTUALITE (Salle M)
24, rue Saint-Victor (Métro : Maubert) sous la présidence de
Jean CASSOU

Boulganine et Khrouchtchev se rendent à Belgrade, chez Tito

•

JUSTICE DOIT ETRE RENDUE

à la mémoire du communiste bulgare KOSTOV et du communiste hongrois RAJK, pendus comme coupables de « TITISME »

Numérisation CERMTRI

30e CONGRÈS C. G. T. :

CE QUI N'EST PAS A L'ORDRE DU JOUR

ENTRE le 29e et le 30e congrès de la CGT, un événement de première importance a eu lieu : ce sont les grèves d'août 1953 qui ont rassemblé près de 4 millions 500 mille grévistes.

Dans ce grand combat qui opposa d'immenses masses de travailleurs au gouvernement réactionnaire corrompu de Laniel-Edgar Faure, toutes les conditions étaient réunies pour en finir avec les bas salaires, les taudis et la préparation à la guerre. Partout, dans toute la France, partout, les ouvriers dressaient leurs comités centraux de grèves face aux pouvoirs préfectoraux et étatiques.

Rien ne fut résolu alors parce que les directions syndicales, toutes les directions, se refusèrent à prendre leurs responsabilités, chacune séparément et toutes collectivement, en se rejetant l'une sur l'autre leur couardise et leur peur devant la volonté des grévistes d'aller jusqu'au bout pour que ça change.

Août 53 n'a rien résolu et tous les problèmes qui se posaient alors sont reposés aujourd'hui dans des termes encore plus pressants. Le pouvoir d'achat des travailleurs a continué de baisser, la guerre a cessé en Indochine pour faire rage en Afrique du Nord, les lois scélérates de médiation obligatoire ont été adoptées par le gouvernement, les cadences se sont accrues dans les usines et les méthodes d'exploitations perfectionnées.

La grande leçon d'août 53 s'inscrit en lettres de feu : IL FAUT RECOMMENCER, TOUS ENSEMBLE, JUSQU'AU BOUT, JUSQU'A LA VICTOIRE ET EN FINIR AVEC CE REGIME.

Cette préoccupation de mettre fin à mort contre le capitalisme est dans la tête de chaque travailleur. Les combats partiels engagés ces derniers temps l'ont été avec un courage et une volonté de vaincre au-dessus de tout éloge. Les travailleurs veulent se battre. Ils le montrent tous les jours. Dans ces batailles quotidiennes, cette volonté de lutte apparaît de plus en plus clairement et prépare les grands mouvements qui auront lieu demain.

***

Mais où tout cela est-il dans la préparation du 30e congrès de la CGT ? Où est août 1953 et ses grandioses expériences ? Où toutes les leçons de la lutte de plusieurs semaines menées par des millions d'hommes ?

Août 53 avait échoué alors que 4 millions et demi de travailleurs étaient en grève, que propose la direction sortante pour régler les problèmes du jour, compte tenu de ces combats ?

Rien ! Rien ! Rien !

Ce n'est pas que la discussion préparatoire n'ait été abondante. Plusieurs numéros du « Peuple », aux colonnes serrées, aux nombreux articles n'ont pratiquement pas dit un mot sur ces questions. Deux tendances de Rouzaud-Lebrun d'un côté, Frachon-Cacheux-Leap de l'autre, se sont affrontées sévèrement. Que ces polémiques reflètent des intérêts réels, cela ne fait aucun doute ! Que ces divergences ne soient pas, en fin de compte, artificielles, cela est vrai ! Mais il est non moins vrai que ces deux tendances se rejoignent pour se faire oublier l'essentiel. Comment se mettre demain ? Comment préparer les grands combats que la classe ouvrière veut et espère ?

Les nuages de confettis de la foire de la Porte de Versailles ne contribueront pas à éclaircir la situation. Les déclarations sur la misère ouvrière, à laquelle on ajoutera la misère des peuples coloniaux et plus spécialement celle des Algériens, ne pourront faire oublier ce qui est proposé, luttes partielles, lutte divisée, grèves tournantes et un pleur sur le drame de l'Algérie.

Le 30e congrès de la CGT se déroulera à l'image du 29e.

Août 53 se situait entre ces deux assemblées.

Entre le 30e et le 31e congrès, les travailleurs poseront dans l'action leurs problèmes à eux, ceux de l'augmentation de leurs salaires, de l'action unie de la base au sommet de la lutte contre le gouvernement Faure. Pinay et de leur soutien fraternel et actif à la lutte du peuple algérien.

FRANÇOIS TARRANT.

Le prolétariat et la bombe H

V

ESPERER que les impérialistes, s'ils déchaînent la guerre mondiale, renoncent à l'emploi de la bombe, ce n'est, nous l'avons vu, absolument pas sérieux.

A cet égard, une signature c'est zéro, et sept cent millions de zéros, c'est encore zéro ... aussi bien pour empêcher la guerre que pour en gagner, pour empêcher la guerre elle-même. Les chefs de la bourgeoisie mondiale savent bien qu'ils ne pourront y recourir qu'en cas de défaite de la volonté des peuples ; mais ce n'est pas une opposition purement platonique qui pourra les faire reculer .

INTERDIRE LA FABRICATION DE LA BOMBE !

L'interdiction de la fabrication de la bombe serait-elle plus efficace ? Tout d'abord, s'il est possible, à partir de laboratoires situés sur n'importe quel point du globe, de repérer à coup sûr une explosion nucléaire, pour avoir la certitude que la bombe n'est plus fabriquée, il faudrait contrôler l'économie d'un pays tout entière. La fabrication de la bombe pourrait se disperser, se camouffler de bien des manières. Les matières fissibles nécessaires à la bombe sont d'ailleurs également susceptibles de production d'énergie atomique pour un usage pacifique — et la « reconversion » est aussi facile dans un sens que dans l'autre. *Les destructeurs des stocks de bombes A et H existants* se heurte aux mêmes obligations ; les bombes peuvent facilement se fragmenter en nombreuses parties qui pourraient avoir écrit son article dans « L'Express » auquel collabore Mendès-France. Mais les députés du PCF ont voté l'investiture du gouvernement Mendès-France-Mitterrand, qui organise la guerre d'Algérie. Mais « L'Humanité » se fait honteusement sur la situation de Messali Hadj, qui incarne la volonté révolutionnaire des neuf millions d'Algériens opprimés.

Sur tous ces problèmes, comme sur bien d'autres, les falsificateurs staliniens, usurpant l'autorité du marxisme-léninisme, se trouvent du côté de l'impérialisme. C'est pourquoi ils ne pardonnent pas à Cassou son honnêteté révolutionnaire.

Le marxisme, expression consciente de la révolution prolétarienne, fait appel à l'esprit d'initiative, à l'esprit critique. Les valets ne peuvent être marxistes, ne peuvent forger l'outil révolutionnaire indispensable à la victoire du prolétariat.

Et Duclos et son Courtade sont des valets.

P. LAMBERT.

LES VALETS

DANS « L'Humanité » du 2 juin Duclos, ou son Courtade de service a commis un article anonyme contre Jean Cassou.

L'article ne dit mot de la question soulevée par Cassou. A savoir le fait qu'en 1948, les staliniens calomniant sur l'ordre de Staline l'Etat ouvrier yougoslave, Cassou en prit la défense. Le camarade Cassou fut l'unique inouïe d'écrire un article dans « L'Express ». Crime de lèse-stalinisme. Seul Thorez, lorsqu'il était vice-président du Conseil, avait le droit de répondre aux interviews de la presse bourgeoise... ou de présider les déjeuners de la presse anglo-américaine. Tout autre sera qualifié d'agent de Wall-Street.

Le camarade Cassou entend procéder, pour la préparation à la révolution socialiste, par d'autres méthodes que celles du marxisme. Mais il n'a aucune leçon à recevoir de ceux qui baptisent du nom de marxisme leurs plus impudentes falsifications (« Yougoslavie fasciste... Yougoslavie socialiste »). Jean Cassou, c'est là le plus important, s'est toujours rangé du côté du prolétariat, dans lequel il voit la seule classe susceptible d'ouvrir une perspective progressive à l'humanité.

En 1944, premier Commissaire clandestin de la République, Cassou fut laissé pour mort, à Toulouse, par les nazis.

En 1945 nombreux furent les soi-disant marxistes à la mode stalinienne qui s'intégrèrent à l'Etat bourgeois aux côtés de de Gaulle. L'intellectuel Cassou refuse de reprendre son poste de Commissaire de la République ou tout autre poste à caractère gouvernemental. Il laissa à Thorez, vice-président du Conseil et à ses valets le privilège de devenir des hommes d'Etat bourgeois. Il réintégra simplement son poste de Conservateur du Musée d'Art Moderne, dont il avait été chassé par Vichy en 1940. Les dirigeants staliniens, eux, organisèrent la reconstruction de l'Etat bourgeois, devenant les « lieutenants ouvriers de la classe capitaliste », suivant le mot de Lénine. Ceci clôt la discussion.

Aujourd'hui, Cassou se trouve encore du côté des peuples opprimés, en présidant le Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression. Le rédacteur anonyme de « L'Humanité » accuse Cassou d'avoir écrit son article dans « L'Express » auquel collabore Mendès-France. Mais les députés du PCF ont voté l'investiture du gouvernement Mendès-France-Mitterrand, qui organise la guerre d'Algérie. Mais « L'Humanité » se fait honteusement sur la situation de Messali Hadj, qui incarne la volonté révolutionnaire des neuf millions d'Algériens opprimés.

Sur tous ces problèmes, comme sur bien d'autres, les falsificateurs staliniens, usurpant l'autorité du marxisme-léninisme, se trouvent du côté de l'impérialisme. C'est pourquoi ils ne pardonnent pas à Cassou son honnêteté révolutionnaire.

Le marxisme, expression consciente de la révolution prolétarienne, fait appel à l'esprit d'initiative, à l'esprit critique. Les valets ne peuvent être marxistes, ne peuvent forger l'outil révolutionnaire indispensable à la victoire du prolétariat.

Et Duclos et son Courtade sont des valets.

P. LAMBERT.

... BELGRADE

(Suite de la première page.)

tes », etc) laissent prévoir que Belgrade désormais évitera tout mot blessant pour la bureaucratie soviétique. En même temps, d'ailleurs, les Yougoslaves prendront soin de ménager tout autant l'impérialisme américain. La politique commune avec l'URSS reconnaissant les droits de la Chine populaire sur Formose et vis-à-vis de l'ONU représente la limite extrême des « concessions » yougoslaves. Cette politique paiera-t-elle ? Sans nul doute, elle permettra d'améliorer la balance commerciale de la Yougoslavie et de faire monter ses actions diplomatiques. La position d'honnête intermédiaire entre les deux blocs rapportera quelques pourboires. Mais on finit toujours par se passer des intermédiaires ! Lorsqu'ils en auront assez, les dirigeants des communistes yougoslaves comprendront-ils le sens et la valeur d'une politique d'appui conséquent sur le prolétariat mondial ?

R. B.

On nous écrit ...

Paris, le 7 juin.

Chers camarades,

C'est un ancien membre du Parti Socialiste Unitaire qui vous écrit. Ce n'est pas sans un certain étonnement que je lis une lettre à Pierre Courtade écrite par Martinet dans « France-Observateur » du 2 juin.

En effet, je dénie absolument à Martinet, depuis 1950, le droit de jouer au juge éclairé de la question yougoslave. Rafraîchissons sa mémoire. Avec quelques camarades de Paris, en mai 1950, nous avons décidé de nous rendre en Yougoslavie pour juger les faits par nous-mêmes. Non seulement Martinet, sollicité, refuse de venir avec nous, mais il nous déconseille de partir, et à notre retour, en tant que secrétaire du PSU, se fait le complice bienveillant de notre exclusion du Parti. Cet héroïque et lucide politique se dégonfle honteusement, pour pouvoir continuer son petit marivaudage avec les dirigeants du PCF. Même dégonflage à propos de l'envoi des Brigades de Jeunes en Yougoslavie.

Courtade a donc beau jeu, dans « L'Humanité » d'aujourd'hui, de remettre le nez de Martinet dans son passé malodorant, en citant ses écrits de juillet 1948 dans la « Bataille socialiste » (la résolution du Kominform l'avait vite convaincu), écrits pronostiquant pour la Yougoslavie la « trahison » et le « glissement vers le plébiscitaire. (!) ».

Deux deux compères, lequel est le plus répugnant ? Le cynique qui développe sur commande la ligne du jour ? Ou l'hypocrite prêcheur qui offre toujours ses services pour dissimuler cette ligne ?

Il est difficile de répondre à cette question. On peut seulement constater qu'il y a de nombreuses façons d'être malhonnête en politique.

Pour de nombreux lecteurs « France-Observateur » c'est Claude Bourdet qui, l'un des premiers, d'abord dans « Combat », mena une courageuse campagne pour faire connaître la vérité sur la Yougoslavie, au pire moment des calomnies staliniennes. Aujourd'hui le geai se pare des plumes du paon. Martinet substitue à son propre passé celui de Bourdet... qu'il réduit à peu près à un strapontin dans « L'Observateur », où il veut trôner. L'équivoque ne durera pas longtemps.

Un ex-militant du P.S.U.

B. G.

Retrait du contingent

(Suite de la première page.)

du contingent. Mieux que le journal qu'ils diffusaient, les jeunes de l'UJRF l'ont compris en choisissant pour mot d'ordre, devant le mur des Fédérés : « Pas de contingent en Algérie ».

Le Parti Communiste Français, de son côté, a déposé au Parlement une proposition demandant le retrait du contingent du théâtre d'opérations. La commission exécutive de la « Nouvelle Gauche » invite à « agir par tous les moyens pour abroger l'état d'urgence et pour arrêter l'emploi des méthodes de torture ».

Des organisations ouvrières, des organisations démocratiques ont pris position. L'unité est possible pour mener une bataille vigoureuse.

Il reste à pousser de la lutte parlementaire et de la rédaction de déclarations à une bataille efficace et unie.

IL FAUT ORGANISER LA LUTTE

Les organisations ouvrières, y compris celles qui, comme le Parti Communiste Français, ont pris position contre la loi d'urgence, pour le retrait du contingent d'Algérie, n'ont encore pratiquement rien entrepris.

Pourtant le temps presse ! Les jeunes conscrits, y compris ceux qui sont être incorporés dans les prochains jours, ne veulent pas de dix-huit mois d'encasernement. A plus forte raison ne veulent-ils pas se faire tuer ou devenir les complices des « ratissages », des massacres colonialistes, (ce sont eux les plus directement touchés par les mesures gouvernementale ; ce sont eux qu'il faut aider à exprimer leur opposition. Il faut former des comités de conscrits qui permettront aux jeunes appelés de manifester leurs refus d'une nouvelle sale guerre AVANT qu'ils partent au régiment.

Ces comités pourraient non seulement organiser des manifestations locales puis centrales de jeunes travailleurs, mais encore assurer un contact entre les jeunes appelés et toute la population laborieuse ; ils alerteraient celle-ci sur ce qui se prépare, ils empêcheraient l'isolement des jeunes conscrits.

Ceux-ci une fois « sous les drapeaux » des colonialistes, les abandonnerons-nous à leur sort ? Les travailleurs marseillais observent avec angoisse leur départ pour la sale guerre n° 2. Et l'on parle d'une diffusion faite dans le grand port, de TRACTS INVITANT LES MILITAIRES A LA DESERTION ET A LA FRATERNISATION AVEC LES PARTISANS ALGERIENS.

Les jeunes révolutionnaires, dans leur entreprise ou dans leur localité, feront tout pour que sous une forme ou une autre, les jeunes s'organisent et manifestent avec la dernière énergie contre les projets colonialistes.

Toute la classe ouvrière serait solidaire d'une telle lutte et le montrerait d'une façon active.

Nul doute, par exemple, qu'une pétition nationale (ne serait-ce que cela !) contre l'envoi du contingent en Algérie aurait cent fois plus de succès que l'appel de Vienne ! Qu'une manifestation de rue dirigée par les organisations ouvrières contre la sale guerre d'Algérie mobiliserait les plus larges masses.

Les travailleurs, de quelque organisation syndicale ou politique qu'ils soient membres, doivent réclamer de leur organisation qu'elle mène la lutte contre l'envoi du contingent en Afrique du Nord, doivent présenter résolution sur résolution dans ce sens. Ces interventions « paieront » parce qu'elles correspondent aux sentiments profonds des plus larges couches populaires. La meilleure preuve en est la campagne entamée par « L'Humanité » et la convocation par le PCF d'un meeting contre la répression en Algérie (à la Mutualité le mardi 14 juin). Ce premier pas dans la voie de l'action est à porter au crédit des militants révolutionnaires français et de leur lutte incessante, au crédit du MNA qui a exprimé clairement, le 1er Mai, ce qu'il attendait des organisations ouvrières françaises.

D'autre part, là où l'occasion s'en présente, qu'ils prennent l'initiative d'entreprendre des actions, si limitées soient-elles contre la sale guerre d'Algérie, pour le retrait du contingent, pour la solidarité avec le peuple algérien.

Par tous les moyens, il faut empêcher le gouvernement de réaliser ses plans de guerre !

LA VERITE.

A la veille de nouvelles luttes en Tunisie

IL est de fait que les Conventions signées par le gouvernement français et le gouvernement tunisien violent l'autonomie interne de tout contenu. La police et la justice resteront durant vingt ans sous contrôle français. L'armée tunisienne restera limitée à la garde beylicale. La solennelle garantie des privilèges économiques assurant la main-mise du impérialisme français maintiendra le peuple dans la misère. Les mots ne changeront rien à l'affaire : le gouvernement tunisien, avec l'aval du Néo-Destour, a consacré la cosouveraineté du fait.

Tout le peuple a acclamé, avec un enthousiasme jamais vu, Habib Bourguiba. Les dirigeants de l'impérialisme français, et même Juin (avec réserve) se félicitent de leur coup de la signature des conventions. Il y a là une indéniable équivoque qui ne saurait manquer d'être levée à très bref délai. Les masses ne mettent pas d'autre contenu aux Conventions au retour de Bourguiba que l'indépendance ; l'impérialisme n'y voit autre chose que le maintien d'un régime partiaire, sous son contrôle exclusif et avec la garantie de la police et de l'armée ! Il faudrait avoir perdu tout sens commun pour ne pas comprendre qu'un choc se prépare entre l'immensité de la revolte des fellahs sans terre, des ouvriers en chômage des fellaghas.

Il est évident que le peuple tunisien abordera ce choc avec les illusions semées par Bourguiba lui-même au travers de toute une série de déclarations contradictoires sur sa « confiance en la parole du gouvernement français ». Mais les luttes armées qui se développent en Algérie et au Maroc atténueront dans une large mesure l'effet de ces illusions.

Une question n'est pas encore traitée dans le choc inéluctable entre les masses tunisiennes et l'impérialisme. Toute l'intelligence politique de Bourguiba qui est grande, n'évitera pas au Néo-Destour le choix :

— ou des conventions consacrant une caricature de souveraineté tunisienne

— ou l'indépendance nationale qui n'est pas, comme certains tendraient à le faire croire, un mot d'ordre creux et dépassé, mais la seule, l'unique garantie pour le peuple tunisien de survivre.

PIERRE LAMBERT.

...grève des cheminots

(Suite de la première page.)

traitements à un niveau très bas. Voilà pourquoi les groupes financiers et leurs actionnaires avides poussent des cris d'orfraie quand les cheminots au dur métier demandent 270 francs de plus par semaine. « La patrie est en danger, prenez d'énergiques mesures contre les grèves sauvages », tonnent-ils. Oui, la grève coûte à la « chère patrie » un million de livres par jour en préjudice direct, et un préjudice indirect non négligeable.

Mais ce n'est pas ce qui chagrine le plus le grand capital et la haute finance. Les *forces* veulent à tout prix briser la grève, parce qu'ils cherchent, c'est clair, un règlement de comptes décisif, montrant à la classe ouvrière qui est le maître à la maison et lui faisant payer le prix pour la prospérité de la classe dominante. « Cette fois-ci on va leur montrer qui est le patron des chemins de fer », tel est le slogan des clubs *forces* distingués, où la soirée vaut trente fois la revendication de salaires d'un cheminot.

Mais les travailleurs apprennent vite dans les journées de lutte. Ils ont répondu par un soulèvement d'indignation à la loi d'urgence antigrève. « *Nous considérons cette loi comme une atteinte aux droits démocratiques des syndicats, aussi demandons-nous à toutes les sections du mouvement d'unir leurs forces dans la lutte pour le retrait de cette infâme législation de classe* ». Ainsi s'exprime la résolution du syndicat national des mineurs, qui s'est dès les premiers jours de grève solidaire de la lutte des cheminots et leur a assuré tout appui en son pouvoir.

Le prolétariat britannique ne laissera jamais les conservateurs briser par la violence une de ses grèves. Il n'a pas peur des lois d'urgence. Ce sera Anthony Eden, au contraire, qui a peur d'appliquer sa propre loi, qui hésite. Parce qu'il sait que la réponse serait : Grève générale !

B. G.

PROVOCATIONS CONTRE l'émigration algérienne

« Une OPERATION-SURPRISE ANTI-FELLAGHAS s'est déroulée vers 19 h. hier à Nogent : 60 gardiens et 10 inspecteurs de la brigade criminelle ont investi un café-hôtel, 9, rue Thiers où se tenait une réunion politique. 44 personnes ont été appréhendées et dix d'entre elles ont été consignées à la disposition des enquêteurs ».

« France-Soir » (7-6-55.)

Tel est le style qu'adopte d'ores et déjà la presse aux ordres, trop heureuse de pouvoir commencer la danse du scalp autour des Algériens arrêtés quotidiennement en France par la police. « Opération anti-fellaghas... » et peu importe ensuite que le « chef fellagha » s'avère être un uléma (docteur de la foi islamique). Peu important est qu'on puisse commencer de véritables « ratissages », dans le style Afrique du Nord, à Paris et dans sa banlieue. L'important est qu'on puisse, insensiblement, créer en France de nouvelles « zones d'urgence », terres d'élection de l'arbitraire policier. Aujourd'hui sur les bords de la Marne, demain où ? Aujourd'hui contre les Algériens, demain contre qui ?

COMMUNIQUE

La presse du 31 mai, du 1er et du 2 juin a fait état d'une prétendue « attaque par deux cents Nord-Africains d'un débit de boissons tenu par le nommé Idir Youyou, 21, rue Charles-Michels, à Saint-Denis ».

Cette information étant essentiellement dirigée contre l'émigration algérienne en France, le Mouvement National Algérien donne les précisions suivantes à son sujet :

1°) Il est notoirement connu que le nommé Idir Youyou est un indicateur attitré de la police des renseignements généraux ;

2°) A ce titre, il a été armé par les inspecteurs qui fréquentent son établissement et a reçu comme mission, depuis plus de quinze jours, de provoquer les Algériens « suspects » afin de découvrir les responsables du Mouvement National Algérien qui est contraint, depuis le 5 novembre 1954, de mener une activité clandestine, tant en France qu'en Algérie ;

3°) Ce ne sont pas les Algériens qui ont attaqué cet individu mais c'est lui qui les a attaqués, aidé en cela par un groupe d'indicateurs et d'un inspecteur de police. Sa première attaque du 23 avril avait échoué, il l'a réitérée dans la nuit du 30 au 31 mai ;

4°) Ce ne sont pas deux cents, mais tout au plus vingt Algériens qui, indignés par les provocations de Youyou, ont spontanément répondu à son agression pour se défendre ;

5°) La tactique de provocation employée avec le nommé Idir Youyou fait partie d'un plan décidé en Conseil des Ministres pour décapiter le Mouvement National Algérien en France.

Ces provocations policières sont d'ailleurs toujours suivies de perquisitions, d'interpellations et d'arrestations d'Algériens et tendent à discréditer l'émigration algérienne en France, à dresser l'opinion française contre les Algériens et à justifier la répression féroce qu'on déclenche contre le MNA en France.

Des centaines d'arrestations ont déjà été opérées dans la région parisienne et dans le Nord parmi nos compatriotes, dont plus de vingt sont maintenus en prison.

Nous dénonçons à l'opinion publique française et à la presse honnête de la police et nous la mettons en garde contre les accusations fallacieuses portées sur les Algériens. »

(Communiqué par le M.N.A.)

Instituteurs du Rhône

Le Conseil syndical réuni à la Bourse du Travail le 26 mai 1955

Viennent émus par les nouvelles alarmantes qui parviennent concernant la situation présente en Algérie,

Persuadé de ce que la politique de force ne peut que conduire à une aggravation de la situation,

Décide que tous les moyens de plus contre l'institution de l'état d'urgence dans ce pays.

Dénonce des mesures de représailles violentes et massives dont use le gouvernement français.

Réclame une fois de plus la libération de Messali Hadj et de tous les emprisonnés politiques dans le cadre de l'interdiction qui frappe le MTLD.

Demande l'ouverture de négociations avec les représentants authentiques du peuple algérien.

Appelle toutes les organisations syndicales et démocratiques à se joindre à cette protestation.

Le Conseil syndical d'autre part proteste vivement contre les saisies récentes de journaux et contre les poursuites dont son Fréjet trois rédacteurs du « Libertaire ».

Ami lecteur

ABONNE-TOI !

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués. — Le gérant : RENARD. — Société Parisienne d'Impressions, 4, rue Sautret — PARIS-9.